

page 197 lectures

PRE

Capitalisme. Le temps des ruptures

Michel Aglietta (dir.)

Paris, Odile Jacob, 2019, 592 pages

Why International Cooperation Is Failing.

How the Clash of Capitalisms Undermines the Regulation of Finance

Thomas Kalinowski

Oxford, Oxford University Press, 2019, 304 pages

Capitalism, Alone. The Future of the System that Rules the World

Branko Milanovic

Cambridge, Harvard University Press, 2019, 304 pages

Les travaux remettant en cause le capitalisme ont foisonné depuis la récession de 2007-2009. L'examen de ces publications permet d'identifier dix dérives de notre système économique : la logique antagoniste du capitalisme, l'accroissement des inégalités, le spectre d'un pouvoir ploutocratique, le manque d'éthique de certaines élites, la constitution de rentes, le poids exorbitant de la finance, l'évasion fiscale, l'instabilité des marchés financiers, les politiques monétaires expansionnistes, et enfin l'insoutenabilité du régime de croissance.

Ces dérives sont étudiées à des degrés divers dans l'ouvrage collectif dirigé par Michel Aglietta (professeur émérite à l'université Paris-Nanterre) et les livres de Thomas Kalinowski (professeur à l'Ewha Womans University de Séoul) et de Branko Milanovic (ancien chef économiste de la Banque mondiale).

La première question qui se pose est : de quel modèle économique parle-t-on ? Michel Aglietta (p. 85-93) analyse le passage du « capitalisme contractuel » – celui des Trente Glorieuses – au « capitalisme financiarisé » qui s'opère dans les années 1970. Ce changement de paradigme renforce les pouvoirs de l'employeur et de l'actionnaire au détriment du travailleur. Thomas Kalinowski s'attache, lui, aux rivalités qui animent les trois grands types de capitalisme de ce début de XXI^e siècle : le capitalisme financier américain, le capitalisme intégrateur européen et le capitalisme étatique asiatique. S'appuyant sur le triangle d'incompatibilité de Mundell-Fleming, il explique que ces modèles ont respectivement renoncé à la stabilité des changes, à la souveraineté monétaire et budgétaire, et à la libre circulation des capitaux afin d'assurer leur pérennité (p. 25-30), ce qui empêche l'avènement d'une nouvelle gouvernance mondiale. Branko Milanovic montre que le « capitalisme libéral méritocratique », qui a succédé au capitalisme social-démocrate dans les pays occidentaux, est concurrencé par le « capitalisme politique » (incarné par la Chine), dans lequel l'État de droit est sacrifié sur l'autel de l'efficacité et de la croissance économique.

Les trois auteurs citent abondamment les recherches de Thomas Piketty pour déplorer le creusement des inégalités. Plusieurs chapitres de l'ouvrage de Michel

Aglietta sont consacrés à cette thématique. Celui que signent Arrondel et Masson a ainsi le grand mérite d'approfondir le problème des inégalités intergénérationnelles, et d'avancer des propositions pertinentes, tels l'alourdissement de la taxation des seuls héritages familiaux et la création de placements transgénérationnels exonérés d'impôts et destinés à financer l'économie réelle (p. 400-406). L'ancien chef économiste de la Banque mondiale s'inquiète de la forte concentration des revenus du capital et du travail aux États-Unis. Il y voit une caractéristique du « capitalisme libéral méritocratique », et un symptôme de la paupérisation des classes moyennes (p. 23-36). Pour Thomas Kalinowski, la faiblesse de l'État-providence outre-Atlantique est partiellement comblée par l'importance des plans de relance de la demande lors des récessions (p. 68-72 et 141). Les titres I et II du *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* voté par le Congrès en mars 2020 ne peuvent que lui donner raison.

Les questions de la dérive ploutocratique et du manque d'éthique des élites transparaissent dans le réquisitoire du collectif d'économistes français contre le néolibéralisme. La plume de Branko Milanovic est tout aussi acérée sur ce sujet, puisqu'il défend la thèse que la globalisation de ces trois dernières décennies a nourri la corruption (p. 163-164). De plus, dans le sillage des travaux de Gilens, il souligne que les Américains les plus riches influencent de manière disproportionnée l'action législative (p. 56-57). Dans une optique différente, Thomas Kalinowski évoque, en termes sibyllins, les « relations très fortes » qui lient, dans les pays asiatiques, les milieux d'affaires à la structure étatique (p. 227-228).

Le développement des rentes, négligé par Branko Milanovic, figure en bonne place dans l'ouvrage de Michel Aglietta. Celui-ci n'hésite pas à ériger les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) en « destructeurs de la démocratie » (p. 521), et préconise une nouvelle législation antitrust. Mais la première des rentes est bien évidemment l'industrie financière qui a façonné le capitalisme américain depuis l'ère Reagan¹. Kalinowski insiste sur la capacité de l'oligarchie financière à bloquer les projets susceptibles de réglementer Wall Street ou, même modestement, de réduire la volatilité sur les marchés (p. 118-120). Selon lui, la toute-puissance des grandes banques américaines est devenue la clef de voûte d'une société toujours plus consumériste, qui a consenti à de vastes délocalisations débouchant inévitablement sur la désindustrialisation (p. 115-130). Dans deux chapitres complémentaires de l'ouvrage collectif dirigé par Aglietta, Dufrénot, Du Tertre et Guy montrent comment la gouvernance actionnariale, fondée sur le versement de dividendes généreux et l'abus des effets de levier, dope les profits et les rentes financières tout en se détournant du financement du système productif (p. 157-163 et 310-312).

Le capitalisme financier présente néanmoins d'autres tares. D'une part, avec la libre circulation des capitaux, concurrence et évasion fiscales sont devenues la norme, comme le note Michel Aglietta (p. 96), tandis que le blanchiment d'argent est facilité. Branko Milanovic indique par exemple que 50 % des capitaux russes

1. On s'étonnera que certains ouvrages publiés récemment aient appelé à lutter contre les rentes sans évoquer le cas des grandes institutions financières...

sont détenus à l'étranger, mais reviennent dans le pays en bénéficiant au passage de divers avantages fiscaux accordés aux investissements *étrangers* (p. 168) ! D'autre part, la financiarisation a accru l'interdépendance des économies, aggravé les récessions, et rendu les reprises beaucoup moins vigoureuses. Ce processus (décrit par Oman dans le livre d'Aglietta, p. 132-137) nous enfonce dans la « stagnation séculaire », le retour à la croissance n'étant possible qu'au prix de nouveaux déséquilibres financiers. Ceux-ci ont été en particulier alimentés par les initiatives des grandes banques centrales. Le maintien des taux d'intérêt à des niveaux très bas et les rachats d'actifs sur les marchés ont favorisé le surendettement des acteurs économiques, et gonflé artificiellement les indices boursiers, sans pour autant stabiliser le système financier international, bien au contraire. Le danger de ces politiques monétaires très accommodantes est abordé dans le chapitre de Dufrenot et Faivre (p. 252-259). Dans ce contexte d'afflux massif de liquidités dans l'économie mondiale, les propositions consistant à réguler la finance internationale, telle l'instauration d'une taxe significative sur les transactions financières, sont restées lettre morte (cf. Thomas Kalinowski, p. 80-84).

On en arrive maintenant au problème de l'insoutenabilité de notre modèle de croissance. Les auteurs partagent plus ou moins explicitement ce triste constat, mais leurs arguments diffèrent. Pour Milanovic, la soif de profit et les aspirations matérialistes ont exacerbé l'égoïsme des individus. L'aliénation nous guetterait donc (p. 190-197). Aglietta se préoccupe surtout des effets néfastes du capitalisme financiarisé sur l'environnement. Il en appelle à une « écologie politique », peu compatible avec les principes du capitalisme (p. 414-423 et 541-545). Kalinowski considère quant à lui que la diversité des capitalismes est un frein à une bonne coopération internationale, ce qui accroît le risque de tensions entre grands blocs régionaux. On regrettera qu'il n'aille pas au bout de son raisonnement, et n'évoque pas la logique géoéconomique consubstantielle à la globalisation².

Finalement, les trois livres sont dignes de figurer dans la bibliothèque de tout bon politiste, en dépit de quelques défauts. En assimilant à tort le « consensus de Washington » à un agenda néolibéral, Kalinowski (p. 50-51) et Aglietta (p. 42) empêchent de comprendre la complexité du débat intellectuel de ces trente dernières années. En outre, plusieurs pages laisseront le lecteur plus que perplexe : par exemple, quand l'ancien chef économiste de la Banque mondiale affirme que les grandes institutions financières internationales, tels le Fonds monétaire international (FMI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)³, se comportent en colonisateurs (p. 148), ou quand Aglietta loue le multilatéralisme chinois (p. 554)...

À l'heure où la crise du coronavirus plonge les sociétés occidentales dans leur pire récession depuis 1945, la refonte du capitalisme s'avère incontournable. Elle est cependant loin d'être assurée, tant les urgences sanitaires, économiques et financières semblent prendre le dessus. Plus que jamais, les priorités demeurent

2. Voir E. N. Luttwak, « From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, n° 20, été 1990, p. 17-23.

3. Rappelons que l'AMGI est une filiale du Groupe de la Banque mondiale.

la restauration des fonctions régaliennes, la rationalisation de l'État-providence, l'accélération de la transition écologique, la réglementation de l'industrie financière en vue de réduire l'aléa moral, et la normalisation progressive des politiques monétaires qui ont contribué à creuser les inégalités. Cette refonte du capitalisme est un devoir, autant pour préserver notre bien-être que pour sauvegarder nos démocraties.

Norbert Gaillard

Économiste et consultant indépendant

RELATIONS INTERNATIONALES

RUSSIA AND AMERICA. THE ASYMMETRIC RIVALRY

Andrei P. Tsygankov
Medford, Polity Press, 2019,
272 pages

Professeur à l'université de San Francisco, Andrei Tsygankov a publié plusieurs ouvrages sur la politique étrangère russe, son rapport avec l'Occident et la perception de la Russie aux États-Unis. Celui-ci constitue une synthèse actualisée de ses précédents écrits. Il s'agit d'une analyse des relations russo-américaines dans les secteurs et aires géographiques où les intérêts des deux États se rencontrent, et souvent s'opposent. Bien qu'une importante partie du propos soit consacrée à la période suivant l'élection de Donald Trump, la réflexion s'inscrit dans un temps plus long, à compter de la chute de l'Union soviétique.

L'auteur parle d'un « système de Washington », pour qualifier le système international depuis la fin de la guerre froide, caractérisé par l'hégémonie américaine. À l'instar du « système de Paris » qui aurait fait suite à la guerre de Crimée, l'ordre mondial actuel est jugé exclusif, ne respectant pas les intérêts du vaincu : la Russie. En deux décennies, les espoirs de Moscou et sa volonté de coopérer avec l'Occident se seraient mués en une frustration menant au moment pivot de la guerre russo-géorgienne de 2008. Dès lors, Moscou et Washington se trouveraient dans une situation de « rivalité asymétrique ». Dans le rôle du plus faible, la Russie contrerait avec succès la menace occidentale en déployant une variété de

moyens allant du champ militaire à celui de l'information, en dépit de ressources limitées.

Trois chapitres sont consacrés aux régions dans lesquelles la rivalité entre la Russie et les États-Unis est particulièrement marquée. L'Europe, par les enjeux économiques et sécuritaires qu'elle représente pour la Russie, y occupe une place centrale. Il est donc logique, d'après l'auteur, que la rivalité russo-occidentale ait atteint son apogée en Ukraine. Au Moyen-Orient et en Asie, Washington est confronté à l'émergence des acteurs régionaux, et au développement d'une opinion anti-américaine depuis le début des années 2000. Moscou a profité de cette situation pour nouer de nouveaux partenariats avec des puissances non occidentales, et affaiblir l'influence globale des États-Unis.

Andrei Tsygankov explore les principaux secteurs de la concurrence russo-américaine. Le nucléaire, la cybersécurité, l'énergie et l'information seraient autant d'enjeux mondiaux sur lesquels les États-Unis tenteraient de conserver leur suprématie, en essayant de limiter l'influence des puissances non occidentales. Particulièrement soumise à la pression américaine, la Russie mettrait en place une stratégie défensive basée sur la multiplication des partenariats non occidentaux. L'auteur présente ici la Russie comme championne d'un multilatéralisme permettant de compenser sa faiblesse relative en matière de puissance par une diplomatie proactive.

S'opposant à la formule de « nouvelle guerre froide » pour qualifier les relations russo-américaines, Tsygankov estime qu'un rapprochement entre Moscou et Washington reste possible sur la base de leurs intérêts communs,

dont la lutte antiterroriste. Ce rapprochement serait avant tout entravé par les représentations négatives qu'ont les deux États l'un de l'autre, ainsi que par une lecture souvent opposée de l'actualité internationale. Pour inverser cette tendance, l'universitaire lance un appel aux spécialistes, afin qu'ils œuvrent ensemble à la déconstruction des stéréotypes, et à l'élaboration d'un dialogue constructif entre la Russie et les États-Unis.

Maxime Danielou

UNE HISTOIRE MONDIALE DE LA PAIX

Philippe Moreau Defarges
Paris, Odile Jacob, 2020,
224 pages

À vrai dire, il s'agit là moins d'une histoire de la paix – quelle chronologie établir d'une multiplicité de phénomènes mal définissables ? –, que d'un démontage des conditions de paix correspondant à chaque temps de l'histoire des sociétés humaines.

Regrettera-t-on les empires ? Sans doute, si l'on en croit Philippe Moreau Defarges, qui voit dans la paix impériale le produit, instable mais appréciable, du croisement de la force, d'un équilibre passager entre l'aspiration à l'ordre et l'aspiration à l'autonomie, et d'une certaine poursuite de l'universel. La paix impériale a ainsi sa grandeur et son efficacité, au-delà d'incarnations très diverses.

Dernier avatar de la paix impériale, la domination oligarchique qui a marqué le temps de la guerre froide a sombré avec la liquidation des empires coloniaux et l'effondrement de l'empire soviétique. Le survivant américain

semble lui-même condamné avec la fin d'un système qu'il dominait. Et son déclin n'adoube nul successeur. La puissance chinoise est impressionnante, mais son intégration au monde soulève trop de problèmes, son universalisme est trop contestable, pour qu'elle puisse prétendre à un rapide *imperium*.

Force est donc d'imaginer un autre montage que celui d'une paix d'empire, un montage contemporain correspondant à l'état d'ouverture du monde actuel – un monde que l'auteur caractérise surtout par la fin d'une multiséculaire sédentarisation. La mondialisation instaure et encourage la circulation de tous partout, le défi symbolique de la migration venant remplacer celui de l'affrontement entre territoires définis et fermés. Le temps s'ouvrirait donc de la paix par consentement, basée sur une culture universellement partagée, sur l'égalité formelle entre États, sur un système de pactes liant ces derniers, et sur un entrecroisement de coopérations entre sociétés civiles.

Et pourtant, relève l'auteur, le spectre de la guerre n'a pas disparu. Il peut revenir, produit d'un progrès technologique qui stimule les courses aux armements, ou d'emballements immaîtrisés entre puissances : on croit contrôler les crises, puis elles échappent à qui se croyait démiurge. L'affrontement Chine/États-Unis revêt pour l'heure des formes non guerrières, mais qui peut jurer qu'il ne dérapera pas ? Contre le risque mortel, plaide Moreau Defarges, une seule issue : un « contrat planétaire interétatique, transétatique, infra-étatique » garantissant la paix.

On objectera à l'auteur que sa vision d'un monde déjà unifié, qui relèverait de solutions elles-mêmes globales, sent fort son occidentalisme. Qu'en pensent les puissances montantes d'Asie,

les populations d’Afrique, le Moyen-Orient divisé ? L’espoir de l’auteur est que les États soient terrassés par une vision des biens communs de l’humanité, et qu’ils produisent ensemble une sorte de légitimité universelle porteuse de paix. N’est-ce pas là ignorer la têtue diversité du monde ? Le rapport à l’État, au territoire, à la guerre, est-il universel, la mondialisation a-t-elle gommé la diversité des sociétés humaines ?

La complexité de la réflexion sur la « gouvernance mondiale » découle de cette diversité. À croire que la paix, ou plutôt les paix de demain, seront toujours produites d’équilibres précaires plus que de systèmes ? Ce qui ne dissuade pas de s’organiser. Le sommet est très loin, mais « il faut imaginer Sisyphe heureux »...

Dominique David

DÉNI FRANÇAIS. NOTRE HISTOIRE SECRÈTE DES LIAISONS FRANCO-ARABES

Pierre Vermeren
Paris, Albin Michel, 2019,
288 pages

Le *Déni français* est paru fin 2019, quelques mois après la sortie d’un petit essai du même auteur *La France qui décline. Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXI^e siècle* (Tallandier). Ainsi Pierre Vermeren, historien et arabisant érudit, ouvre-t-il son champ de spécialiste du monde arabe – maghrébin en particulier – à des considérations plus nationales.

Le *Déni français* présente un état des lieux très critique de tout ce que les élites françaises n’ont pas voulu voir depuis la mise en place de la politique arabe coloniale jusqu’à... ce qu’il en reste aujourd’hui. L’expansion de l’islamisme et la toxicité

des investissements des pays du Golfe en France ne sont pas passées sous silence.

Le sous-titre – qui n’apparaît pas en couverture – *Notre histoire secrète des liaisons franco-arabes*, induit une contribution assumée à l’observation des transformations des relations entre la France et le monde arabe. L’auteur traite de nombreux pays, même si sa réflexion s’appuie sur un socle de connaissances plus développé sur le Maghreb, à l’exception de la Tunisie, peu suivie.

Pierre Vermeren tient à mettre en lien les territoires et les systèmes de pensée tissés entre la France et ses anciennes colonies. Il explique avec beaucoup de clarté comment la nécessité d’échapper au rôle du colonisateur a produit une forme d’aveuglement des dirigeants français sur les ressorts actuels des crises du monde arabe, et de la crise politique et identitaire de notre pays. Son constat sans concession éclaire trois formes de déni qui constituent autant de parties de l’ouvrage.

D’abord, « L’idéologie du déni » : l’historien insiste sur la responsabilité de la gauche, de l’Église catholique, des chercheurs et des « médias irresponsables » de ne pas avoir su lire les mutations régionales du monde arabe avec plus de nuances et de réalisme. Ces derniers auraient pu alerter les responsables politiques dont les actions ou inactions sont visées, plus loin, dans « La mécanique du déni ». L’auteur y pointe la politique néo-conservatrice de l’exécutif français et de ses conseillers sur le dossier syrien, induisant une relative passivité du Quai d’Orsay et des armées. Au niveau de la politique intérieure, il montre la fébrilité et l’inculture religieuse de politiques négociant avec les Frères musulmans en échange de votes communautaires. Enfin, la troisième partie, « Le déni extérieur et

intérieur » dépeint l'*intrication* des idéologies émanant du monde arabe et de leurs relais dans l'Hexagone, au fil d'une analyse intéressante sur la mécanique ambiguë des acteurs de l'islam de France. L'auteur relie une mauvaise compréhension de l'islam (notamment algérien) au jaillissement de l'islamisme radical. Les lacunes des élites françaises dans leur appréhension de la place de l'islam dans les systèmes de valeurs des sociétés arabes, expliquent en partie, selon lui, les attaques de Mohammed Merah, les attentats de 2015, et les suivants. Pierre Vermeren ne mentionne d'ailleurs pas les attentats du Groupe islamique armé (GIA) de 1995-1996, qui font pourtant partie des conséquences du déni de réalité de la puissance du djihad armé dans le monde arabe, et en France.

Ce livre s'inscrit dans la continuité des travaux de Pierre Vermeren, avec un ton plus critique encore à l'égard de certaines compromissions françaises, ce qui pourrait expliquer son trop modeste écho dans les médias.

Anne-Clémentine Larroque

ÉCONOMIE

CORRUPTION IN A GLOBAL CONTEXT. RESTORING PUBLIC TRUST, INTEGRITY, AND ACCOUNTABILITY

Melchior Powell, Dina Wafa et Tim A. Mau (dir.)
Abingdon-New York, Routledge,
2019, 336 pages

La corruption est un fléau aussi persistant qu'impénétrable, qui balafre aussi bien les économies émergentes que les

pays plus développés. Le défi est ici conceptuel et politique, dans la mesure où une meilleure compréhension du phénomène doit aider à discerner les causes et les remèdes, au-delà des symptômes et des conséquences. Cet ouvrage relève ce défi, mais manque de boussole conceptuelle pour encadrer les dix cas d'études et en extraire des conclusions sur les stratégies déployées pour y faire face.

Une typologie distingue entre la capture de l'autorité publique, la « grande corruption » et la « petite corruption »¹. Ces trois sortes de corruption ont différentes caractéristiques, et relèvent de solutions différentes. Concernant le Nigeria, David Enweremadu montre l'étendue de la capture de l'État et du pillage des ressources pétrolières par les élites, notamment locales. Le cas de la Tunisie sous Ben Ali révèle la façon dont un cartel familial s'approprie des leviers publics pour systématiser la corruption en détournant les règles. Trancher ces nœuds gordiens suppose de réformer le financement politique, et de mieux réguler les conflits d'intérêts.

La « grande corruption », quant à elle, est plus transactionnelle et affecte notamment les grands marchés publics, comme dans le cas du scandale d'Odebrecht en Amérique latine. Dans ce cas, des réformes institutionnelles telles que la création de commissions anticorruption suivant les modèles prometteurs de Hong Kong et Singapour, le renforcement de la transparence budgétaire et de l'*open data*, ou encore l'ouverture des marchés publics, sont plus efficaces. Cette corruption intervient lorsque

1. L. Lian Chuah, N. V. Loayza et B. Myers, « The Fight » Against Corruption. Taming Tigers and Swang Flies », *Research and Policy Brief*, n° 27, Banque mondiale, janvier 2020.

certains hommes politiques peuvent extraire des rentes du pouvoir qu'ils centralisent et de l'information qu'ils contrôlent, et que les *checks and balances* sont trop faibles pour être dissuasifs.

Enfin, la « petite corruption », ou « corruption bureaucratique », n'en est pas moins néfaste pour la culture démocratique et l'État de droit. Elle affecte la vie quotidienne des personnes et des entreprises dans leurs interactions avec les pouvoirs publics – pour obtenir une carte d'identité, un permis de construire, ou payer ses impôts. Elle n'en est pas moins pernicieuse, gangrenant la confiance des citoyens dans les institutions. Les solutions passent ici par la réforme de la fonction publique, la refonte des prestations salariales, le renforcement de la méritocratie, et la dématérialisation des services publics.

L'analyse de la corruption repose souvent sur les asymétries d'information et de pouvoir entre le « principal » (les citoyens) et ses « agents » (les politiques). Ces asymétries de savoir et d'information tendent à expliquer la corruption dans les démocraties, alors que les asymétries de pouvoir et d'influence peuvent l'expliquer dans les régimes autoritaires. La loi devient un instrument de contrôle, plus que d'autocontrôle. Plus récemment, cette approche institutionnelle s'est enrichie des apports de la psychologie des comportements².

Corruption in a Global Context montre comment la corruption constitue un phénomène global dans un monde devenu globalisé, notamment avec

2. « Behavioural Insights for Public Integrity. Harnessing the Human Factor to Counter Corruption », Paris, OCDE, mars 2018.

l'émergence de conventions internationales chaque fois plus contraignantes. L'ouvrage offre des cas d'études fascinants, mais manque de la rigueur qui permettrait d'en tirer des conclusions pour agir.

Carlos Santiso

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

DEGLOBALIZATION AND INTERNATIONAL SECURITY

Thomas X. Hammes
Amherst-New York, Cambria Press,
2019, 288 pages

Thomas X. Hammes, ancien colonel des Marines et chercheur à la National Defense University, esquisse ici l'avenir de l'ordre international à l'heure de l'automatisation de la production et du repli des nations sur leurs voisinages régionaux.

Il dresse d'abord un constat : sur le plan économique, les grandes puissances dépendent de moins en moins des échanges internationaux (marchandises, services, investissements) pour assurer leur croissance. Ce phénomène, largement entamé après la crise de 2008, va s'accélérer sous l'effet des transformations technologiques de la révolution industrielle qui se profile, et bouleverser les équilibres socio-économiques et stratégiques.

L'industrie manufacturière se transforme. Le poids de la robotisation, la diffusion des imprimantes 3D, alliés à la hausse des salaires en Chine – futur

ex-« atelier du monde » – érodent petit à petit le paradigme économique dominant depuis les années 1990, qui consistait à délocaliser les emplois manufacturiers dans les pays à bas salaire. Le retour de la production s'opère avec des robots industriels ou collaboratifs, travaillant le plus souvent en coordination avec des humains pour des coûts horaires défiant toute concurrence.

Le secteur de l'énergie connaît lui aussi des transformations majeures : entre la croissance rapide des niveaux de rentabilité des énergies propres, l'électrification généralisée de la production et, aux États-Unis, la production interne de pétrole et de gaz de schiste, il devient de moins en moins nécessaire d'importer du pétrole et du gaz de l'étranger. Ces dynamiques replacent progressivement les circuits de production près des consommateurs. Elles réduisent l'interdépendance des nations, et en particulier celle des États-Unis avec les régions les plus éloignées. Pris ensemble, ces facteurs risquent de générer un monde plus « balkanisé », et de restaurer les velléités hégémoniques des puissances tutélaires dans différentes régions.

Ces transformations technologiques auront également un impact sur les conflits armés. L'essor et la diffusion des nanotechnologies, des armes à micro-ondes, de l'Intelligence artificielle, des drones, permettront d'acquiescer du renseignement plus aisément. Ils offriront aux puissances émergentes et à divers groupes armés la capacité d'interdire l'accès d'une puissance extérieure à leur territoire. Les rapides progrès réalisés dans le domaine des missiles – l'essor de l'hypervélocité, les technologies de missiles embarqués qui permettent d'ores et déjà de doter à

moindre coût des navires civils de capacités militaires... – donneront des moyens supplémentaires à des acteurs de second rang pour faire face aux adversaires les plus sophistiqués. L'évolution actuelle conférera une supériorité tactique certaine à la défense.

Face à ces transformations, certaines armées opèrent encore avec des schémas obsolètes, et paieront donc demain un coût plus important pour leurs interventions. Si l'on ajoute à cela les facteurs internes susceptibles d'influer sur la décision d'intervenir militairement (poids de la dette, rejet grandissant des opinions de l'interventionnisme), on peut penser que les dirigeants américains devraient travailler sur deux axes : transformer les organisations militaires pour les rendre plus agiles, et inciter leurs alliés à adopter ces nouvelles technologies bon marché pour gagner en autonomie.

Morgan Paglia

THE ISIS READER. MILESTONE TEXTS OF THE ISLAMIC STATE MOVEMENT

Haroro J. Ingram, Craig Whiteside et Charlie Winter

Londres, Hurst, 2020, 328 pages

Signé par trois auteurs reconnus dans leurs domaines, cet ouvrage se veut une étude pionnière sur l'État islamique, à travers l'analyse des « mots » employés par ses membres. Basé sur la mobilisation critique d'un vaste échantillon de textes, documents, discours et vidéos (traduits de l'arabe ou directement adressés à des publics anglophones), il a pour ambition d'évaluer dans quelle mesure le langage en lui-même a structuré toute l'évolution de cette mouvance,

appréhendée par phases, de la fin des années 1990 jusqu'à la période la plus récente. L'objectif est d'offrir au lecteur clarté et nuances quant aux transformations historiques et stratégiques de ce groupe, par un recours méthodologique aux sources primaires et leur exploitation systématique, exercice qui a souvent fait défaut par le passé.

Les trois premières parties de l'étude s'attachent à resituer la trajectoire du mouvement en insistant sur le fait que celui-ci, contrairement à une idée courante, n'a pas émergé en 2014 mais voici déjà près de deux décennies. Il fut en effet pensé à l'origine par le Jordanien Abou Moussab Al-Zarqawi, qui a laissé sur le groupe et ses chefs une empreinte profonde bien après sa mort en 2006. Tout d'abord à la tête d'une faction restreinte de combattants dans les marges du Kurdistan irakien, Zarqawi profite de l'invasion militaire américaine de 2003 en Irak pour étendre peu à peu son aura, et s'imposer dans les rangs de l'insurrection sunnite qui fait alors rage dans le pays. Revendiquant de multiples attaques sanglantes contre les forces étrangères, plusieurs représentants de la communauté internationale, et les nouvelles autorités politiques à dominante confessionnelle chiite, le mentor djihadiste a très tôt pour visée d'établir un « État » révolutionnaire d'obédience salafiste, reposant sur la « méthode prophétique ». L'assaut armé donné sur la ville de Mossoul en juin 2014, puis la proclamation, par son second successeur Abou Bakr Al-Baghdadi, d'un « califat » viendront donner corps à ce projet.

En matière de choix et d'efforts de rassemblement des sources, on reconnaîtra aux auteurs d'avoir réalisé un travail méticuleux et exhaustif, de la fondation de l'« État islamique d'Irak » à

l'automne 2006 à la fin de sa matérialisation territoriale en 2018. Après une mise en exergue utile de ses structures internes, telles que les djihadistes les conçoivent, un dernier chapitre décrit les circonstances du déclin qu'illustrent, par exemple, l'ultime déclaration du porteparole syrien Abou Mohammed Al-Adnani, vétéran des premières heures, et les derniers discours d'Al-Baghdadi, éliminé lors d'une opération américaine en octobre 2019. Chaque revers militaire y est dépeint comme une temporalité passagère, une « épreuve » sur le chemin du djihad appelant à s'armer de patience jusqu'à la « purification » finale et la reviviscence d'un État.

D'un chapitre à l'autre, chaque source convoquée est retranscrite autour d'extraits représentatifs, puis commentée selon une approche thématique. Dans l'ensemble, la lecture est fluide et plaisante, et l'ouvrage constitue un apport scientifique original et convaincant pour quiconque entend saisir le défi djihadiste dans le temps long.

Myriam Benraad

LA GÉOGRAPHIE, REINE DES BATAILLES

Philippe Boulanger

Paris, ministère des Armées/Perrin, 2020, 368 pages

« Le terrain commande » : l'expression bien connue des soldats met parfaitement en lumière le rôle clé de la topographie dans la manœuvre. Pour autant, l'apport de l'essai de Philippe Boulanger, professeur de géographie à la Sorbonne, dépasse la question du terrain. Comme le rappelle l'auteur, « nulle opération ne peut être envisagée sans compréhension du milieu physique et de la population au préalable ».

En sept chapitres, Philippe Boulanger étudie toutes les dimensions qui font de la géographie « la reine des batailles ». Il décrit d'abord l'essor de la géographie militaire à partir du XVII^e siècle dans la foulée de la naissance de la topographie, l'invention de méthodes d'analyse du facteur géographique physique et humain à des fins stratégiques et tactiques au XIX^e siècle, ou encore le rôle et la place de la géographie militaire pendant les deux conflits mondiaux. Le deuxième chapitre montre comment cette science est devenue un « savoir stratégique » à haute valeur ajoutée, à travers le rôle croissant qu'elle tient dans la gestion de crise et sa place renouvelée dans des engagements de plus en plus divers, tout en expliquant la restructuration des services dédiés. Philippe Boulanger met ensuite parfaitement en lumière le fait que la pensée géographique militaire dépasse le cadre du terrain. Il revient pour cela sur les concepts de géotactique, géopérationalité et géostratégie, soit les trois échelles du raisonnement géographique militaire.

Le quatrième chapitre détaille les liens entre milieu naturel et géographie militaire, l'approche la plus anciennement prise en compte. La connaissance de nombreux milieux – au centre desquels se trouve le désert – est de plus en plus nécessaire pour des militaires engagés sur des théâtres d'opérations variés. Toutefois, l'environnement n'est pas seulement physique, il est aussi humain, et c'est l'objet du chapitre qui suit. La nécessité de « penser l'autre » apparaît véritablement à la fin du XIX^e siècle et revient sur le devant de la scène au début des années 2000, notamment pour « gagner la guerre des perceptions ». L'avant-dernier chapitre traite de façon très complète du *geospatial intelligence* (*geoint*), l'auteur en étant le grand spécialiste français. Cette

« fusion de données géolocalisées et géoréférencées » a pour objectif de « réunir sur un même support visuel la représentation cartographique, l'imagerie spatiale, un ensemble d'informations géolocalisées issues de toutes les autres formes de renseignement et une analyse géopolitique ». Philippe Boulanger analyse son apparition aux États-Unis dans les années 1990, son développement en France et dans plusieurs autres pays, son utilisation opérationnelle, ou encore, les défis qui attendent cette nouvelle science d'information géospatiale. Enfin, le dernier chapitre décrit les enjeux et défis de la « révolution géographique numérique », à l'œuvre depuis les années 1990, qui engendre une véritable rupture dans la façon de penser et d'exploiter la géographie militaire.

Cet essai brillant et érudit offre une perspective inédite sur la géographie militaire, ses liens avec les opérations, ses dimensions historiques, ou encore les nombreux enjeux auxquelles elle fait face. Après sa lecture, il n'est plus possible d'en douter : les cartes sont une arme.

Rémy Hémez

NUMÉRIQUE

THE HACKER AND THE STATE. CYBER ATTACKS AND THE NEW NORMAL OF GEOPOLITICS

Ben Buchanan
Cambridge, Harvard University
Press, 2020, 432 pages

Après *The Cybersecurity Dilemma. Hacking, Trust, and Fear Between Nations* en 2017 (Hurst), Ben Buchanan, professeur

assistant à l'université de Georgetown, propose un nouvel ouvrage consacré à la compétition stratégique à laquelle se livrent les États dans le cyberspace. Il s'agit d'une lutte sans merci – mais située sous le seuil de l'agression –, dont l'objectif est d'obtenir la supériorité numérique.

Ben Buchanan distingue d'abord trois catégories d'opérations offensives : celles qui relèvent selon lui de l'espionnage, c'est-à-dire effectuées à des fins de renseignement, les attaques proprement dites visant à neutraliser ou à endommager les systèmes de commandement et de contrôle, enfin les opérations de déstabilisation que l'on pourrait comparer aux « mesures actives » élaborées par les services spéciaux soviétiques pendant la guerre froide. Toutes trois ressortissent au niveau stratégique, et leur déclinaison à des niveaux inférieurs semble être une gageure, tant il est difficile de garantir à la fois les effets des cyberarmes et l'étendue des dégâts collatéraux qu'elles génèrent.

L'auteur met ensuite en garde contre l'utilisation de l'arme cyber comme moyen de dissuasion pouvant prétendument jouer un rôle d'équilibre dans le rapport entre puissances. En effet, de nature intrinsèquement clandestine ou du moins secrète, les opérations de lutte informatique offensive sont fondées le plus souvent sur l'intrusion. Or la pénétration préalable des réseaux et des systèmes adverses constitue en soi une infraction. En outre, révéler ses propres capacités déployées est non seulement un aveu d'agression mais offre aussi un moyen sérieux aux adversaires de se défendre. L'efficacité d'une attaque cyber repose essentiellement sur la surprise. Ce ne peut donc être un moyen de pression diplomatique pour contraindre

un État à ne pas s'aventurer dans une escalade de la violence.

S'il reconnaît l'augmentation sans précédent des cyberattaques contre les infrastructures critiques des États, Ben Buchanan demeure en revanche réservé à l'égard du concept d'engagement permanent pour les prévenir (*persistent engagement*). Ce concept a été développé au cours de l'année 2019 par le général Paul M. Nakasone, commandant de l'United States Cyber Command et directeur de la National Security Agency. L'auteur s'interroge également sur le risque de banaliser à l'avenir l'emploi de telles armes.

Ben Buchanan insiste enfin sur l'écart technologique qui se réduit entre, d'une part, les grandes puissances militaires comme les États-Unis, la Russie ou la Chine qui consacrent des investissements importants au domaine du cyber et, d'autre part, des États déterminés développant des capacités efficaces, parfois avancées mais moins coûteuses, à l'instar de l'Iran ou de la Corée du Nord. Ainsi le domaine cyber permet-il, dans une certaine mesure, une redistribution à moindre coût des cartes de la puissance au profit de nations plus modestes.

Le livre de Ben Buchanan se situe au cœur du débat actuel sur la place des capacités de lutte informatique offensive dans l'arsenal stratégique des États. Nul doute qu'il alimentera la réflexion sur ce sujet. Mais il suscitera peut-être aussi la controverse entre les partisans d'une défense dans la profondeur, et les tenants d'une ligne opposée aux attaques préventives.

Jean-Baptiste Florant

TWITTER ET LES GAZ LACRYMOGÈNES. FORCES ET FRAGILITÉS DE LA CONTESTATION CONNECTÉE

Zeynep Tufekci

Caen, C&F Éditions, 2019,

432 pages

Voici près de dix ans, les soulèvements du monde arabe suscitaient les louanges des observateurs sur les « révolutions Facebook », qui dressaient un parallèle entre révolte technologique et émancipation politique. Cet excès de technophilie avait été suivi d'un reflux, s'appuyant notamment sur les analyses d'Evgeny Morozov dans *The Net Delusion. The Dark Side of Internet Freedom* (PublicAffairs, 2012). Au fur et à mesure que les régimes autoritaires recouraient aux outils numériques à des fins de surveillance et de répression, l'approche pessimiste devait l'emporter, reléguant à l'arrière-plan les travaux faisant le lien entre les mobilisations et internet.

C'est ce biais que vise à dépasser Zeynep Tufekci en examinant ici les mutations que subissent les revendications collectives à l'ère du foisonnement numérique, sans pour autant leur accorder un statut seulement positif. La méthode de l'auteure se veut la plus large possible : expériences personnelles, observations participantes, entretiens avec des activistes, analyses de bases de données et observations de comportements en ligne conduisent le lecteur de l'Égypte aux États-Unis, en passant par le Liban, la Tunisie et la Turquie.

L'argument de l'ouvrage peut se résumer ainsi : même si les médias sociaux ont permis de rassembler, de fédérer autour de causes communes, de diffuser des informations, d'appeler l'attention sur des idées contestataires, ils sont

aussi susceptibles d'affaiblir les mobilisations et même de provoquer des formes inédites de censure et de contrôle. En tant que « signal » envoyé par les mouvements sociaux, la manifestation de l'ère numérique a radicalement changé de statut. Zeynep Tufekci avance qu'elle n'est plus le point d'aboutissement d'une longue et fastidieuse organisation interne, et par conséquent le signe d'une capacité mobilisatrice et d'une structuration efficace du mouvement. Elle serait plutôt le début d'une contestation permise par le développement d'outils qui font se retrouver dans l'espace public *physique* – sur des places, par exemple – des individus mus par un même sentiment d'indignation.

L'auteure accorde ici une place centrale à l'enjeu de l'organisation, qui permet d'expliquer l'échec de la plupart des mouvements, une fois passée la manifestation (Gezi, Occupy, etc.). Zeynep Tufekci lie cet échec à la fois à la culture politique de ces mouvements et aux outils dont ils disposent, qui exacerbent leurs forces – la rapidité de mobilisation, la viralité – mais aussi leurs faiblesses. L'absence de leaders se révèle vite une faiblesse, qui les pénalise à deux moments essentiels : lors des négociations, puisque les mouvements ne sont pas reconnus par la partie adverse, et dès qu'il s'agit d'opérer des changements tactiques.

Depuis 2011, les régimes ont aussi appris. Les manifestations à l'ère des médias sociaux, certes parfois massives, peuvent être réprimées, comme en Égypte, ou récemment, à Hong Kong. Les pouvoirs redoublent souvent de créativité face aux mouvements contestataires, utilisent les médias sociaux comme ressources stratégiques pour distraire les populations, semer la peur,

le doute, rendre illégitimes certaines sources d'information. La censure est alors renouvelée : en Chine par exemple, les publications censurées sont moins celles qui critiquent les autorités que celles qui sont susceptibles de susciter des mobilisations collectives.

Julien Nocetti

À LA TRACE. ENQUÊTE SUR LES NOUVEAUX TERRITOIRES DE LA SURVEILLANCE

Olivier Tesquet

Paris, Premier Parallèle, 2020,

256 pages

Le COVID-19 donne une acuité particulière à cet essai qui décortique la progression des dispositifs de surveillance numérique dans nos sociétés. Au nom de la lutte contre cette maladie, certains États ont développé leur utilisation des technologies de surveillance pour suivre des individus, voire des populations entières. Au-delà de contextes locaux divers – Chine, Grande-Bretagne, Corée du Sud, France... – ce qui est en question est la surveillance (et son acceptabilité sociale), et plus largement la chaîne de décisions publiques dans laquelle elle s'inscrit. Quels choix économiques ou politiques pourraient être pris sur la base de ces données ?

L'un des enseignements de l'ouvrage est que l'existence même de nouvelles technologies suffit souvent à justifier leur dissémination dans la société. Pour l'auteur, les appels répétés à laisser la technologie dicter les normes sociales peinent pourtant à camoufler les raisons réelles de choix de surveillance comme la reconnaissance faciale, qui ciblent

avant tout les populations les plus marginalisées.

Sans surprise, une partie du livre tourne autour de l'enjeu de la collecte des données personnelles par des entreprises privées, à des fins à la fois commerciales et sécuritaires. Ici, le point de bascule est probablement à trouver dans les révélations de l'existence du programme de surveillance PRISM par Edward Snowden en 2013. Tesquet rappelle que l'ancien collaborateur de la National Security Agency (NSA) a bien montré « la finesse de la cloison qui sépare les entreprises de la Silicon Valley des services de renseignement ».

Pour autant, nous n'avons qu'une connaissance limitée de ces entreprises qui font de nos données un marché très lucratif, en dehors des « classiques » GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon). Les courtiers en données (*data brokers*), comme Acxiom, Experian ou Equifax, sont pourtant au centre du jeu. La description de l'émergence, puis de l'omniprésence, de cette industrie adossée aux géants du numérique fait ici l'objet de pages stimulantes. Aux États-Unis, la réglementation des données bancaires et la dérégulation des marchés financiers ont, à partir de la fin des années 1970, favorisé le développement de ces acteurs devenus « incontournables et invisibles », qui exècrent une lumière à laquelle ils échappent de moins en moins. Ainsi le scandale né de l'affaire Cambridge Analytica, officine spécialisée dans l'analyse de données à des fins électorales, a-t-il jeté une lumière crue sur la réalité du modèle économique des plates-formes numériques.

Fuites incessantes de données, multiples reproductions d'inégalités inscrites dans les algorithmes développés par quelques

oligopoles, etc. : les failles du « capitalisme de surveillance » conceptualisé par Shoshana Zuboff sont ici mises à nu, dans un contexte d'extension consentie de cette surveillance, y compris dans les démocraties européennes où la vie privée (et son contrepoint « juridique », la *privacy*) est pourtant une référence fondamentale.

Le chapitre final sur l'ubiquité de la surveillance numérique en Chine, et plus particulièrement au Xinjiang, laisse entrevoir les perspectives dystopiques des technologies d'Intelligence artificielle au service d'un Parti-État souhaitant « neutraliser l'incertitude autant que les individus qui l'incarnent ».

Julien Nocetti

ÉNERGIE/CLIMAT

LE NEW DEAL VERT MONDIAL. POURQUOI LA CIVILISATION FOSSILE VA S'EFFONDRE D'ICI 2028 – LE PLAN ÉCONOMIQUE POUR SAUVER LA VIE SUR TERRE

Jeremy Rifkin

Paris, Les liens qui libèrent, 2019,
304 pages

Jeremy Rifkin a souvent été considéré comme un précurseur et le sera encore pour son *New Deal vert mondial*. Pour lui, la nouvelle révolution industrielle est en marche et va bouleverser nos modes de vie, de travail, de produire et de consommer. Elle est à portée de main : l'internet des objets – le pilotage intelligent et à distance optimisant tous les processus, notamment l'offre et la demande d'énergie – se déploie partout ; le coût de

déploiement des énergies renouvelables est en baisse constante ; les technologies de stockage sont prometteuses, et celles permettant le pilotage des réseaux, de l'offre et de la demande d'électricité, permettront une électrification croissante par les énergies renouvelables ; l'efficacité énergétique peut progresser partout. Le nouvel ordre sera celui de la « glocalisation », chacun étant acteur du système économique et énergétique à part entière, en étant interconnecté grâce aux solutions digitales.

Le processus est irréversible. L'auteur salue l'Union européenne et la Californie, en tête des efforts de transition énergétique, rappelant que même sous Trump une partie des États-Unis reste mobilisée dans le cadre de l'accord de Paris. Face à l'urgence climatique, la technologie et la finance (*via* les fonds de pension) vont transformer les économies, de gré ou de force : le risque des actifs échoués, la pression des assurances, et la finance verte vont bouleverser la donne. Le *Big Oil* devra s'adapter ou disparaître.

Cette analyse fascinante n'en tombe pas moins quelque peu dans la facilité, apportant peu de nouveautés par rapport aux ouvrages précédents. L'auteur dispose d'une grande aura, mais donne peu de clés opérationnelles. Il raconte ses rencontres et conversations avec les chefs d'État, maires et autres PDG, les travaux de conseil de ses équipes, mais le lecteur n'a aucune idée des solutions concrètes qu'il apporte, ni de la manière dont elles seraient mises en place. Or la transition est un long chemin, rude, inégal, coûteux, dont il faut assurer et répartir le prix et les financements. Elle peut creuser les inégalités, susciter le rejet, nourrir le populisme.

La dimension géopolitique et les tensions sur les technologies bas-carbone sont ici

ignorées, comme si la transition devait être bienheureuse et évidente partout. On aurait aussi aimé lire des analyses et messages forts pour l'élection présidentielle américaine, tant pour les Démocrates qui ont érigé le changement climatique comme l'un des principaux sujets de campagne, que pour les Républicains chez qui s'opère un début de prise de conscience. Si les entreprises américaines et certaines villes et États (loin d'être majoritaires), embrassent la troisième révolution industrielle, les États-Unis restent pour l'heure les pourfendeurs d'un *Green Deal* mondial, au lieu d'en être les leaders technologique et politique.

Ce pourrait être l'enjeu d'un nouveau livre pour cette année, qui apporterait aussi des solutions opérationnelles pour concevoir les stratégies de relance. Pour le moment, le seul *Green Deal* politique qui vaille est européen. Et il est incertain. Mais Rifkin pointe incontestablement un enjeu clé : les villes seront le fer de lance de cette troisième révolution industrielle.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

BUILDING A RESILIENT TOMORROW. HOW TO PREPARE FOR THE COMING CLIMATE DISRUPTION

Alice C. Hill et Leonardo Martinez-Diaz
New York, Oxford University Press,
2019, 256 pages

Alice C. Hill est *senior fellow* au Council on Foreign Relations, *think tank* américain dédié aux questions de politique étrangère. Leonardo Martinez-Diaz est directeur du Centre pour la finance durable à l'Institut des ressources mondiales (World Resources Institute, WRI), *think tank* américain spécialisé dans les

questions de protection environnementale. Ils ont tous deux eu des responsabilités dans l'administration Obama où ils ont travaillé essentiellement sur les questions d'atténuation du réchauffement climatique ou d'adaptation à ce réchauffement. Les deux auteurs reviennent ici sur l'enjeu essentiel de la résilience de nos sociétés modernes face au changement du climat.

Ce livre est paru début 2020, après la COP 25 qui s'est tenue à Madrid en décembre dernier. Lors de cette conférence, les engagements nationaux de baisse des émissions de gaz à effet de serre ont été très insuffisants pour contenir la hausse des températures moyennes à des niveaux raisonnables. Cette rencontre a donc été un échec. Les émissions devaient continuer de croître dans les prochaines décennies. Alors que les premiers effets néfastes du réchauffement climatique se matérialisent, sont appelés à s'intensifier et à devenir de plus en plus fréquents. Cet ouvrage s'inscrit donc dans un contexte de changement de l'appréhension du réchauffement climatique : l'enjeu n'est plus seulement l'atténuation du changement climatique mais aussi l'adaptation à sa réalité. Au prisme d'une analyse multidisciplinaire, Alice C. Hill et Leonardo Martinez-Diaz réussissent à articuler des thèmes complexes et à les retranscrire de manière simple. Leur écriture est fluide, parsemée de nombreux exemples concrets qui rendent la lecture stimulante.

Le livre est organisé en dix chapitres qui présentent chacun une leçon pratique sur un aspect précis de la résilience. Ils abordent ainsi des thèmes variés comme les systèmes de soins face aux nouvelles menaces, l'architecture climatique, les biais cognitifs face aux risques climatiques, ou encore les systèmes de marché

permettant d'aider à améliorer la résilience face au réchauffement du climat. L'ouvrage nous explique pourquoi, sous bien des aspects, les mesures d'adaptation se heurtent aux mêmes écueils que l'atténuation *via* la mise en place de stratégies de baisse des émissions de gaz à effet de serre, et propose des solutions simples pour y remédier. La fin de chaque chapitre comprend une courte section de recommandations politiques.

Building a Resilient Tomorrow décrit les différentes manières dont les entités gouvernementales peuvent œuvrer à renforcer la résilience des sociétés face au réchauffement climatique. Il est donc avant tout destiné aux décideurs politiques. Il est pourtant accessible pour le lecteur non familier avec les thèmes abordés, n'exigeant pas de connaissance préalable sur le sujet et n'utilisant pas de jargon spécifique. Il constitue donc également une bonne entrée en matière pour toute personne souhaitant mieux comprendre les enjeux de l'adaptation. La lecture de cet ouvrage est vivement recommandée à tout lecteur s'intéressant à la question générale du réchauffement climatique.

Hugo Le Picard

EUROPE

PARIS-BERLIN. LA SURVIE DE L'EUROPE

Édouard Husson

Paris, Gallimard, 2019, 416 pages

Les relations franco-allemandes sont, par les temps qui courent, plus souvent objet d'humeurs – *pro* ou *contra*, sans

trop de rationalisations –, que d'analyses. Ce livre veut s'attacher au fond, pour considérer ces relations d'un œil débarrassé du poids des habitudes.

Des habitudes qui remontent loin. Pour Husson, la France (en allant jusqu'à Germaine de Staël) est captivée, au sens fort du terme, par une Allemagne qui la fascine, et qu'elle craint : il existe une véritable « germanomanie » française, largement construite sur l'ignorance des réalités allemandes. Au fil des décennies du deuxième XX^e siècle, c'est en France que se cristallise l'idée du « modèle allemand » ; et c'est la peur de l'Allemagne qui incite Paris à sa fuite en avant dans la construction européenne au moment de l'effondrement soviétique. Tout – Maastricht, la création de l'euro, le caractère inégal des relations franco-allemandes – découlerait donc de la foi aveugle des dirigeants français (de Giscard à Macron en passant par Mitterrand) dans la puissance allemande, et de la frayeur qu'elle leur inspire.

Mais la France ignore les faiblesses structurelles ou conjoncturelles de son partenaire. Structurelles : la fascination pour la force qu'on tente de dompter par l'adoration du droit ; la faiblesse de la synthèse politique ou géopolitique, remplacée par le raisonnement pratico-analytique et la gestion locale... Conjoncturelles : les difficultés à parachever l'unification, le creusement des inégalités, les incertitudes sur l'avenir des locomotives industrielles du pays... Bref, l'Allemagne n'est ni une puissance inévitable, ni une force morale sur laquelle il faudrait s'aligner – voir l'opacité de son système bancaire, et sa responsabilité dans la déroute financière grecque.

Constat qu'abonde aujourd'hui la profonde crise de son système politique :

fin de règne de celle qu'Husson traite avec constance de « chancelière sans qualités », décisions erratiques sur la fin de l'atome ou l'accueil sans conditions des réfugiés de 2015, marginalisation des partis de masse qui ont fait la démocratie allemande... La période apparaît sans nul doute à l'auteur propice à une vraie redéfinition des rapports franco-allemands. Même si les solutions proposées paraissent faibles : quitter une vision *top down* pour privilégier les coopérations de base ; sortir du bilatéral dans le cadre des négociations européennes ; définir des exigences claires vis-à-vis de l'Allemagne et n'en plus bouger ; imposer au Chancelier allemand un dialogue avec le Premier ministre, au motif que le président français est, lui, élu au suffrage universel...

Le baroque de la dernière proposition témoigne d'un certain mélange, dans ces pages, entre analyses de germaniste fort informé et jugements à l'emporte-pièce – voire fausses affirmations, comme lorsqu'il est reproché à François Mitterrand d'avoir voulu « empêcher » la réunification allemande, alors qu'il souhaitait la freiner et l'encadrer, ce qui est tout différent... Au fil des pages, Édouard Husson succombe parfois à cet esprit de système, et idéologique, qu'il reproche aux Français dans leur vision de l'Allemagne.

Cet ouvrage provoquant arrive à point nommé : alors que les rapports franco-allemands en panne doivent être redéfinis ; et qu'il nous faut remplacer les invocations par la connaissance de l'Autre. Espérons qu'un même travail – aussi contestable dans ses options politiques apparaisse-t-il parfois – est en cours de l'autre côté du Rhin.

Dominique David

ASIE

THE GREAT SUCCESSOR. THE DIVINELY PERFECT DESTINY OF BRILLIANT COMRADE KIM JONG UN

Anna Fifield

New York, PublicAffairs, 2019,
336 pages

THE HERMIT KING. THE DANGEROUS GAME OF KIM JONG UN

Chung Min Lee

New York, All Points Books, 2019,
320 pages

Journaliste au *Washington Post*, Anna Fifield a dirigé son bureau de Tokyo entre 2014 et 2018, d'où elle a notamment couvert la politique nord-coréenne, et s'est elle-même rendue douze fois en République populaire démocratique de Corée (RPDC). *The Great Successor* est présenté comme une biographie de Kim Jong-un, mais tente en fait souvent – et maladroitement – de s'appuyer sur la trajectoire personnelle du dirigeant nord-coréen pour décrypter certaines des dynamiques politiques nord-coréennes actuelles.

La centralisation thématique de l'ouvrage autour de Kim Jong-un n'est jamais justifiée, et le lecteur intéressé aux questions – difficiles – du pouvoir réel de Kim Jong-un face à d'éventuelles factions politiques internes, de l'émergence d'une société civile nord-coréenne, ou du poids des acteurs internationaux, restera sur sa faim. L'ouvrage s'abîme dans un sensationnalisme daté, recensant souvent sans les discuter les aspects les plus bizarres – et les moins vérifiables – de la Corée du Nord, sans que l'on comprenne bien ce

que cela vient ajouter à l'analyse. Alors que le caractère « totalitaire » de la Corée du Nord n'est remis en doute par personne, et que l'on s'interroge plutôt sur les modalités de la gouvernance du pays, on peut se demander quel est l'intérêt de revenir une fois de plus sur les loufoqueries supposées mais invérifiables de Pyongyang, sans comprendre véritablement leur lien avec la personne de Kim Jong-un.

The Hermit King de Chung Min Lee fait preuve d'un point de vue conservateur relativement proche de celui de l'ouvrage de Fifield, mais se révèle plus solidement ancré dans les faits et sans doute plus rigoureux dans son approche. Tout comme *The Great Successor*, *The Hermit King* est centré autour de la personne de Kim Jong-un, mais propose une discussion beaucoup plus large sur les dynamiques politiques qui animent la Corée du Nord, offrant même des éclairages historiques succincts mais clairs, utiles au lecteur à la recherche de clés de lecture autres que la traditionnelle grille du totalitarisme. L'ouvrage se clôt sur une présentation très fouillée de la crise nucléaire, dont l'auteur est un éminent spécialiste.

Cet ouvrage, écrit par un *think tanker* et ancien ambassadeur de la très conservatrice administration Park Geun-hye, offre un point de vue relativement classique pour un conservateur sud-coréen, qui détaille longuement les malversations du régime, tant en RPDC même qu'à l'étranger. La vision de l'auteur d'une Corée du Nord comme essentiellement et intrinsèquement « mauvaise » (*evil*) le conduit malheureusement à un traitement un peu simple de certaines questions extrêmement complexes, comme celle de la réunification future de la péninsule coréenne. S'il évoque plusieurs scénarios possibles dans son

chapitre final, Lee se concentre presque exclusivement sur un écroulement annoncé de la RPDC, et ce quand bien même il reconnaît lui-même que le régime semble particulièrement stable. Par ailleurs, on s'étonnera notamment du fait que la bibliographie – étoffée – ne comprenne pas ou peu de sources nord-coréennes, lesquelles auraient pu faire l'objet d'un traitement critique, apportant ainsi une strate analytique supplémentaire à l'ouvrage.

Théo Clément

ROUGE VIF. L'IDÉAL COMMUNISTE CHINOIS

Alice Ekman

Paris, Éditions de l'Observatoire,
2020, 224 pages

Deux choses sont claires. Alice Ekman est un des meilleurs spécialistes français des affaires chinoises ; son contact continu avec les textes d'origine, et leurs auteurs et thuriféraires, donne toute sa crédibilité à son décryptage. Et sur le fond : la Chine est tenue, gouvernée par un « système » qui ressemble fort à un soviétisme qui n'aurait pas muté : un soviéto-maoïsme peu entamé par la révolution économique ouverte par Deng Xiaoping. En gros, Alice Ekman nous dit ici que la Chine n'est pas schizophrène : elle est structurée par un régime dont ni les objectifs ni les méthodes n'ont évolué.

Le seul changement repérable est le durcissement impulsé par Xi Jinping. Les illusions occidentales sur la démocratisation de la Chine dans la logique de la relative ouverture de son économie se sont brisées avec le président Xi, Réaffirmateur du dogme fondateur, Initiateur de la reprise en main des appareils du Parti, et grand Projecteur de

l'image de la Chine puissance-modèle dans le monde.

Le livre d'Alice Ekman raisonne clair. Une dense introduction résume le propos général – l'auteur suggère qu'on puisse s'en contenter : ce serait dommage. Suivent dix constats, qui décrivent un modèle soviéto-maoïste fort stable : rôle de l'idéologie, d'un parti omniprésent, critique/autocritique comme moteurs de la survie dans l'appareil, contrôle des masses, maîtrise des « superstructures » intellectuelles et culturelles, marginalisation de la foi religieuse, etc. La description est précise, argumentée ; elle ne surprend que par l'affirmation de la constance. Serait-on là en présence d'un dogme typiquement stalinien : plus l'ouverture s'avère nécessaire dans les faits, plus le contrôle doit être strict ?

Dans une troisième partie, l'auteur s'interroge sur les conséquences de cette glaciation. En interne, le contrôle, comme son efficacité, sont incontables. Mais si la manœuvre est puissante, elle se dénie la force de la liberté : la peur générée par les campagnes hautement politiques anticorruption, par exemple, paralyse les cadres et leur capacité d'adaptation au monde nouveau. En politique étrangère, la Chine propose désormais son propre modèle de gouvernance : non tant communiste, ou marxiste, que basé sur l'efficacité de son contrôle interne et de son économie. Là où l'arrogance des démocraties occidentales s'est fracturée sur la complexité du monde, le modèle chinois pourrait s'avérer séduisant...

À la fin d'un court et riche ouvrage, on interrogera la logique d'Alice Ekman sur deux points. Son raisonnement semble décrire les réalisations de la

Chine comme une *success story* – en particulier sur la maîtrise des nouvelles technologies et leurs processus d'industrialisation. En est-on bien sûr ? L'image que projette le régime de Xi est-elle bien conforme à la réalité des forces du pays ?

La deuxième interrogation renvoie à la longue histoire des idées. Seule cette dernière nous dira s'il est raisonnable de qualifier la Chine à la fois de communiste, de soviétique, et de marxiste. Les hommes qui tiennent la Chine disposent d'une idéologie et d'un savoir-faire bureaucratique qu'ils jugent nécessaires pour contrôler le pays. Sous les bruyantes proclamations de l'idéal socialiste, il vaut sans doute mieux ne pas chercher trop profond les certitudes philosophiques.

Dominique David

AMÉRIQUES

THE AGE OF ILLUSIONS. HOW AMERICA SQUANDERED ITS COLD WAR VICTORY

Andrew Bacevich

New York, Metropolitan Books,
2020, 256 pages

Aux yeux d'Andrew Bacevich, deux consensus politiques différents, chacun décliné sous les angles de l'économie, de la politique étrangère et de la moralité individuelle, se sont succédé à Washington depuis 1945.

Le premier – celui de la guerre froide – est fondé sur une forte mobilité sociale pour les classes moyennes dans un

contexte de prospérité ; sur une présence militaire américaine forte dans le monde, justifiée par la menace soviétique ; enfin une morale stricte, appuyée d'une pratique religieuse soutenue et d'une domination des « mâles blancs hétérosexuels ».

La chute du mur de Berlin a fait basculer les États-Unis dans un nouveau consensus, inspiré par la théorie de Francis Fukuyama sur le triomphe définitif du modèle américain. Dès lors, les États-Unis ont imposé au monde un libéralisme économique débridé ; des interventions militaires inconsidérées ; et une morale individualiste excessive, débarrassée de tout cadre social. Or ces excès ont appauvri les classes moyennes et détruit le contrat social américain. Ainsi les élites boudent-elles l'armée par défaut de patriotisme, seuls les fils de familles pauvres s'engageant pour des raisons financières. C'est cette trahison des idéaux américains qui a conduit à l'élection de Trump.

Ancien militaire devenu universitaire, Bacevich appartient à l'espèce rare des conservateurs anti-Trump. Déjà, ses critiques de l'invasion de l'Irak en 2003 avaient été appréciées des Démocrates, tandis que les Républicains ne pouvaient complètement le désavouer. Il montre beaucoup d'attachement pour l'âge d'or de la guerre froide, et beaucoup de méfiance envers le consensus des années 1989-2016.

Si George Bush père a admirablement négocié la fin de l'URSS au début des années 1990, Bacevich blâme également Bill Clinton, Bush fils et Barack Obama : tous trois sont coupables à ses yeux d'*hubris* militariste, et d'une mondialisation économique fondée sur le profit à tout prix. Si Clinton s'est montré

hypocrite quant à ses promesses progressistes (refusant en 1992 de gracier Ricky Ray Rector, condamné à mort noir aux graves troubles psychiques, pour ne pas nuire à sa carrière politique), Obama a été plus actif pour faire respecter les engagements sociétaux du Parti démocrate.

Le fil rouge du livre est l'évocation, parallèlement à la grande histoire, des carrières respectives de l'auteur, né en 1947, et de Trump, né en 1946. L'ouvrage propose de nombreuses comparaisons historiques, et la démonstration des deux consensus est convaincante, même si elle reste un peu scolaire et recèle quelques angles morts : les années 1960 n'avaient-elles pas, déjà, secoué le consensus de l'après-guerre, bien avant 1989 ? Le racisme des années 1950 est mentionné plusieurs fois par l'auteur, mais ne suffit manifestement pas à ses yeux à disqualifier le consensus social de la guerre froide.

À part la piste (peu détaillée) de la lutte contre le changement climatique, le livre fait peu de recommandations. Pour en savoir plus, il faudra se tourner vers le Quincy Institute for Responsible Statecraft, ce nouveau *think tank* de Washington que préside Bacevich. S'inspirant du président John Quincy Adams qui, en 1821, exhortait son pays, à « ne pas aller à l'étranger chercher des monstres à abattre », le Quincy défend une politique étrangère non interventionniste pour les États-Unis.

Laurence Nardon

**LE « PROCESSUS DE CHANGEMENT »
EN BOLIVIE. LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT D'EVO MORALES
(2005-2018)**

Laurent Lacroix et Claude Le Gouill
Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019,
392 pages

Fruit d'un long travail de deux spécialistes des politiques gouvernementales qui ont accompagné la construction de l'État « plurinationnel » en Bolivie et des conflits environnementaux du monde rural indigène en Amérique latine, ainsi que de plusieurs enquêtes de terrain, cet ouvrage vise à comprendre la politique générale du gouvernement d'Evo Morales depuis 2005. Il comble une lacune, dans la mesure où la littérature francophone sur ce sujet n'existe pas sous forme d'ouvrage spécifique. Devant le foisonnement des écrits de toute sorte auxquels ont donné lieu les deux mandats d'Evo Morales, les auteurs réalisent un exercice inédit de vulgarisation scientifique destiné à donner au lecteur – universitaire ou non – un maximum d'informations sur le « processus de changement » ouvert par le premier « président autochtone » d'Amérique latine.

L'analyse se déploie à plusieurs échelles (locale, nationale, internationale), donnant à voir l'évolution des relations complexes entre l'État et les organisations et mouvements sociaux, ainsi que les dynamiques de classes, identitaires, partisans et territoriales qui structurent la vie politique et sociale bolivienne. L'écart entre la radicalité du discours de Morales et les compromis inévitables liés à l'insertion de la Bolivie dans l'économie globalisée, révèle les ambivalences inhérentes au processus de refondation du pays préconisé par la Constitution de 2009.

Comme le soulignent les auteurs, le projet souverainiste incarné par le retour de l'État et le repositionnement géopolitique de la Bolivie, faisant la part belle au potentiel exportateur du pays, va à l'encontre du « vivre bien » (*Vivir Bien*) érigé comme fondement du développement et des principes de non-marchandisation des ressources naturelles inscrits dans le nouvel horizon constitutionnel. Les ambiguïtés entre rhétorique écologique-indigéniste et politiques néo-développementistes ont généré de vives tensions avec les organisations non gouvernementales (ONG) environnementales et les peuples autochtones, dont le conflit du TIPNIS (Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure) est emblématique. Enfin, le leadership charismatique d'Evo Morales, le recours massif au clientélisme, et le contrôle croissant sur les médias ne sont pas non plus sans contradiction avec un discours gouvernemental exhortant au pluralisme démocratique, ce qui a contribué à alimenter de vives critiques. On comprend dès lors comment la diversification progressive de l'opposition politique a pu fragiliser la stabilité du pays construite sur l'hégémonie du parti présidentiel, le MAS (*Movimiento al Socialismo*).

Si l'on peut regretter quelques imprécisions dans le maniement de certains concepts, qui auraient mérité d'être développés davantage, de même qu'une lecture institutionnelle classique des relations internationales, les auteurs ont toutefois réussi à proposer une synthèse efficace de la complexité de la société bolivienne d'aujourd'hui, tout en inscrivant le projet de transformation d'Evo Morales dans une continuité historique. La grande originalité de cet ouvrage réside donc dans son approche du bilan politique, socio-économique et culturel du gouvernement Morales, et

dans une invitation à mettre en perspective la crise postélectorale (postérieure à la publication) qui a conduit le président Morales à démissionner au mois de novembre 2019.

Ombelyne Dagicour

MONDE ARABE ET MUSULMAN

L'AFRIQUE DU NORD APRÈS LES RÉVOLTES ARABES

Luis Martinez

Paris, Presses de Sciences Po,
2019, 224 pages

Paradoxalement, l'Afrique du Nord, dont les liens historiques avec la France sont forts, est moins couverte que le Moyen-Orient par les chercheurs qui s'intéressent au monde arabe. La contribution de Luis Martinez est ainsi bienvenue pour la connaissance de cette région qui nous est proche à bien des points de vue.

D'emblée, l'auteur dresse un tableau de la situation de ces pays à la veille des révoltes arabes : « Au lendemain des indépendances, au regard des défis que posent le sous-développement, l'édification d'États forts ou le recouvrement d'une identité perdue, la démocratie n'est pas une priorité. » Par-delà cette litote, la réalité est effectivement la création, par les pères fondateurs de l'indépendance, d'un « État sécuritaire » renforcé par leurs successeurs. Ce n'est qu'avec les révoltes arabes, dont le foyer initial est un pays du Maghreb, la Tunisie, en décembre 2010, que ces États sont sérieusement ébranlés. L'évolution récente de la situation est ainsi évoquée

pour chaque pays, les révoltes débouchant sur des scénarios très différents d'un pays à l'autre.

En Tunisie, les élections libres d'octobre 2011 mettent au pouvoir un parti islamiste, Ennahdha, qui après son échec et sous la pression de la société civile, devra accepter un compromis historique. Certes, il s'agit du seul pays qui a connu l'instauration de la démocratie avec une Constitution exemplaire. Mais, comme le confirment les toutes récentes élections législatives et présidentielles, la nouvelle classe politique a fait l'objet d'un rejet qui n'a cependant pas entamé l'influence islamiste. La démocratie reste encore fragile.

En Libye, après l'élimination du régime du colonel Kadhafi par une intervention militaire étrangère dans laquelle la France a joué un rôle contesté, la transition politique a été un échec. Les milices ont proliféré, le pays s'est désintégré, laissant face à face un gouvernement adoubé par les Nations unies et un général recevant l'appui d'un nombre grandissant de pays, qui considèrent qu'il est le seul capable d'opérer un retour à la stabilité.

En 2011, l'Algérie, traumatisée par la décennie noire, ne se soulève pas et le gouvernement, encore riche de ses revenus pétroliers, achète la paix sociale par une politique de redistribution. Mais le *Hirak*, soulèvement populaire qui se développe depuis février 2019, conteste en vain un système et un pouvoir dont l'armée reste le détenteur exclusif, bien qu'elle ne souhaite pas le gérer directement. Seul le Maroc semble, par une série de « réformes salutaires », avoir réussi à canaliser la contestation, tout en utilisant le Parti de la justice et du développement (PJD), formation islamique, pour assurer la gestion courante, le pouvoir demeurant de façon

évidente entre les mains du roi et de son *maghzen*.

Le diagnostic final de Luis Martinez n'est guère optimiste. En effet, toutes ces évolutions se sont faites dans un contexte de menace djihadiste persistante, entretenue par la situation au Sahel, caractérisée par « le désastre sécuritaire et la désintégration régionale ». L'auteur estime pour sa part que « le basculement vers la démocratie s'éloigne », sauf peut-être en Tunisie si le nouveau régime démocratique arrive à répondre aux défis sécuritaires et économiques auxquels il doit faire face. Cette analyse lucide et sans complaisance mérite d'autant plus d'être lue que l'évolution de l'Afrique du Nord peut avoir un impact sur la politique intérieure en France.

Denis Bauchard

LIBYA'S FRAGMENTATION. STRUCTURE AND PROCESS IN VIOLENT CONFLICT

Wolfram Lacher

Londres, I.B. Tauris, 2020,

304 pages

Consacré à la Libye post-Kadhafi, l'ouvrage de Wolfram Lacher est certain de devenir une référence incontournable sur le pays nord-africain. Le livre retrace des pans entiers du conflit civil qui s'est ouvert sur les soulèvements du 15 février 2011, et dure encore. Plusieurs épisodes significatifs y sont relatés avec une rigueur rare. Les maints séjours effectués en Libye par l'auteur depuis 2007 lui donnent accès à un large éventail de témoignages et de détails factuels. Certains moments clés sont même restitués presque heure par heure.

Précisons toutefois que l'opus de Lacher ne se veut ni narratif, ni linéaire, ni exhaustif. Son ambition est d'abord théorique et démonstrative. En choisissant de se concentrer sur quatre villes – Misrata, Zintan, Bani Walid et Tobrouk – il tente d'expliquer la fragmentation extrême de la société libyenne. Ce morcellement s'illustre notamment par le fait qu'aujourd'hui le controversé maréchal Haftar ne parvient toujours pas à prévaloir à l'échelle nationale : Tripoli et plusieurs autres territoires clés résistent encore à ses assauts.

Les écrits académiques sur la Libye portent encore parfois les traces d'un certain scepticisme sur l'authenticité du soulèvement d'une grande partie de la population libyenne contre la dictature Kadhafi en 2011, plus d'un mois avant l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Quand Dirk Vandewalle, professeur à Dartmouth, évoque le tournant du 15 février, il ajoute simplement que « la révolte s'est rapidement étendue à toute la partie orientale du pays ». Comme beaucoup, il omet de relever que des villes de l'ouest comme Zintan et Zawiyah vivaient leur propre révolte au même moment. De manière vive et tangible, le travail méticuleux de Lacher immerge le lecteur dans l'incertitude et le danger extraordinaires de ces quelques semaines de 2011, si cruciales dans le façonnage de l'ère post-Kadhafi.

Lacher démonte quelques simplifications devenues presque omniprésentes dans notre représentation de la Libye contemporaine. Par exemple, l'auteur conteste la notion monolithique d'États-cités ou de tribus harmonieuses. Au tout début d'un conflit, il n'y a guère de blocs unis d'emblée dans des griefs précis, autour de positions politiques

claires. Au contraire, le chercheur allemand établit que le spectre politique, à l'échelle locale, est souvent très hétérogène. C'est ensuite la brutalité de certains chocs circonstanciels, ou le processus séquentiel de l'escalade violente, qui finit par cristalliser des bastions incarnant telle ou telle orientation politique.

Au-delà de 2011, Lacher se penche également de manière détaillée sur ce qu'il appelle la « deuxième guerre civile libyenne » : celle qui éclate à la mi-mai 2014 sur l'ensemble du territoire. Il explique la manière dont Khalifa Haftar a exploité les divisions et rivalités parmi les élites de Cyrénaïque pour enraciner sa mainmise sur le pouvoir.

On peut regretter l'insistance de l'auteur sur les considérations théoriques. En sacrifiant quelque peu cet aspect, il aurait pu renforcer le côté *story-telling* de l'ouvrage, le rendant ainsi plus fluide et plus accessible. Puriste, et insensible aux bénéfices de ce type de vulgarisation, Lacher n'a pas souhaité aller dans ce sens. Sa contribution n'en demeure pas moins remarquable.

Jalel Harchaoui

ALGÉRIE, LA NOUVELLE INDÉPENDANCE

Jean-Pierre Filiu

Paris, Le Seuil, 2019, 184 pages

Ce nouvel ouvrage de Jean-Pierre Filiu se veut, selon l'auteur même, un « essai », « un cadre d'interprétation » du mouvement de fond que représente le *Hirak* qui, depuis le 22 février 2019, n'en finit pas de mobiliser les foules à Alger comme dans la plupart des villes algériennes. En fait, par-delà ce propos,

il s'agit bien d'une réflexion sur l'Algérie d'aujourd'hui, les raisons qui ont conduit à cette « révolution populaire, inclusive et non violente », à la revendication en faveur d'une « deuxième indépendance », et à ses perspectives d'avenir.

L'auteur montre bien comment « l'armée des frontières », basée en Tunisie, a écarté à l'indépendance les combattants de l'intérieur. Le coup d'État de 1965 formalise cette emprise avec Houari Boumediène. Depuis lors, c'est toujours l'Armée nationale populaire qui a assuré la réalité du pouvoir, a mené la lutte contre les islamistes pendant la décennie noire des années 1990, et a mis en place Bouteflika, qui a essayé de se ménager un espace de manœuvre sans mettre en cause la prééminence et les prébendes des militaires.

Le *Hirak* est l'œuvre d'une génération, celle des jeunes urbains, qui rassemble chaque mardi les étudiants des universités à l'avenir incertain, faute d'emploi en perspective, et qui sont le noyau des foules qui défilent chaque vendredi. Cette « jovialité pacifiste », où les femmes prennent une place grandissante, n'est pas sans efficacité, puisque Bouteflika renonce dès avril 2019 à se représenter pour un cinquième mandat, que la date de l'élection présidentielle est repoussée, et que la lutte contre la corruption se développe, visant notamment le clan de l'ancien président. Mais ceci ne satisfait pas les manifestants « dégagistes » qui veulent le départ des « décideurs », la fin d'un système corrompu et répressif.

Depuis la rédaction de ce livre, en septembre 2019, plusieurs événements sont intervenus, mais ils n'affectent en rien la pertinence de l'analyse proposée par Jean-Pierre Filiu, bien au contraire. Un

président, Abdelmadjid Tebboune, a été élu, mais avec un taux d'abstention important qui affaiblit sa légitimité, et le général Gaïd Salah, qui incarnait le pouvoir militaire, est mort. Le nouveau président, assisté d'un chef de l'armée plus discret, s'efforce non sans un certain succès de calmer le jeu en libérant des manifestants détenus, et en faisant un certain nombre de gestes symboliques ou de concessions cosmétiques. L'élaboration d'une nouvelle Constitution et de réformes politiques est annoncée, le mouvement se divise et s'essouffle, certains leaders d'opinion comme Kamel Daoud annoncent l'échec du *Hirak*. L'épidémie de coronavirus a rendu plus difficiles les manifestations dans la rue. Mais, même si la perspective d'une deuxième république s'éloigne, les jeux ne sont pas encore faits. Comme le souligne l'auteur, « rien n'est acquis, tout est possible ».

On lira avec intérêt ce livre qui brosse un portrait empathique et nuancé de l'Algérie d'aujourd'hui. Le fait que, en dépit de l'extrême prudence de Paris, l'influence de la France ait été mise en cause, aussi bien par le pouvoir qui dénonce un complot venu de l'extérieur que par les manifestants qui l'accusent de soutenir le système, montre bien que ce qui se passe en Algérie nous concerne directement.

Denis Bauchard

L'IRAN ET SES RIVAUX. ENTRE NATION ET RÉVOLUTION

Clément Therme (dir.)
Paris, Passés composés, 2020,
208 pages

Clément Therme, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Iran, réunit ici une dizaine de contributions consacrées

à la diplomatie de la République islamique, une diplomatie à la fois islamiste, chiite et révolutionnaire.

Après une brève et éclairante introduction, les trois premiers chapitres sont consacrés aux relations de l'Iran avec les États-Unis, la Chine et la Russie. Le texte d'Annick Cizel, « L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux », analyse la politique de Trump à l'égard de Téhéran, la volonté de celui-ci de défaire l'héritage de son prédécesseur, et sa politique de sanctions destinées à isoler, voire à renverser, le régime islamique. La contribution de Thierry Kellner, « La Chine : vers une intégration de l'Iran dans la sphère d'influence de Pékin ? », voit en l'Iran un partenaire, sinon un allié de Pékin qui, en l'absence d'alternative, est contraint à se tourner de plus en plus vers la Chine. Le troisième chapitre, « La Russie dans la politique régionale de l'Iran : allié ou concurrent ? » – de Clément Therme – fait le constat que, tout en étant cobelligérants en Syrie, Téhéran et Moscou ne sont pas alliés sur le plan régional.

Les quatre chapitres suivants sont plus centrés sur les dimensions régionales de la politique iranienne. Après une étude de Hayk A. Martirosyan « L'Iran et le Caucase du Sud : la prudence de Téhéran », le chapitre de Massoud Sharifi Dryaz « État et minorités en Iran : les enjeux de la question kurde », évoque la question de la relation entre l'oumma et la nation, que pose l'arrivée du clergé au pouvoir en Iran. Au chapitre 6, « La Turquie et l'Iran : deux navires amiraux dans la tempête du Proche-Orient », Michel Ducloux met en évidence le rôle et l'impact des deux anciennes puissances régionales. Élisabeth Marteu traite dans le chapitre 7, « L'Iran vu d'Israël : de la doctrine de la périphérie

à la menace existentielle », de l'évolution de l'image d'un Iran perçu jusqu'en 1979 comme proche, à celle d'un pays désormais présenté comme une menace existentielle.

Avec le chapitre 9, « La France, l'Iran et la prolifération nucléaire », François Nicoulaud livre une étude stimulante sur la relation tourmentée, mais jamais indifférente, de la France et de l'Iran. Le chapitre 10, « Les relations Iran-Arabie saoudite : la rivalité structurante » de Louis Blin, analyse les relations entre les deux États riverains du golfe Persique, l'un chiïte et l'autre sunnite. Les deux derniers chapitres sont consacrés à des régions plus éloignées. Les relations contrastées entre l'Amérique latine et l'Iran sont analysées par Élodie Brun ; quand Marc-Antoine Pérouse de Montclos s'attache à la politique de « l'Iran en Afrique subsaharienne ».

La publication de cet ouvrage, qui rassemble des textes de qualité et évoque un grand nombre de problématiques, est bienvenue : elle contribue à une meilleure évaluation de la politique extérieure d'un important pays du Moyen-Orient, et dont certains aspects restent mal connus, particulièrement dans le monde francophone. Un regret cependant : on aurait aimé lire une ou deux contributions sur les pays d'Asie centrale et du sous-continent indien, dont les liens avec l'Iran ne sont pas négligeables, tant sur le plan historique que géopolitique.

Mohammad-Reza Djalili

IRAN, REVOLUTION AND PROXY WARS

Ofira Seliktar et Farhad Rezaei
New York, Palgrave Macmillan,
2020, 248 pages

Dans *Iran, Revolution and Proxy Wars*, Ofira Seliktar et Farhad Rezaei, respectivement professeur au Gratz College (Pennsylvannie, États-Unis) et chercheur au Centre d'études en politiques internationales (CEPI) à l'université d'Ottawa (Canada), font l'inventaire des modes opératoires employés par Téhéran pour contrôler autant que possible les milices – ou proxys – dans les guerres par procuration menées par l'Iran au Moyen-Orient.

La République islamique a une double nature : à la fois État et agent exportateur d'une révolution pan-chiïte qui se veut transnationale. Dans les premiers chapitres, les auteurs reviennent sur les étapes qui ont jalonné la construction d'un réseau de relais d'influence dans la région – l'« Axe de Résistance ». Au lendemain de la chute du shah, les pères fondateurs de la nouvelle République islamique tentent de diffuser le modèle théocratique promu par l'ayatollah Khomeiny en exploitant les fractures confessionnelles et politiques préexistantes, par l'entremise d'« entrepreneurs identitaires ». Les liens qu'entretiennent les pionniers de l'action iranienne avec les mouvements palestiniens prédestinent le Liban à devenir une plateforme de premier plan. Le Hezbollah est donc le premier groupe armé directement créé avec l'appui iranien, et servira ensuite de modèle au reste des proxys. Ainsi peut-on parler parfois de « libanisation » pour mesurer la proximité des pays de l'« Axe de Résistance » avec l'Iran.

Le travail d'analyse mené par les auteurs permet de comprendre pourquoi l'influence iranienne s'entremêle avec d'autres problématiques régionales comme le conflit israélo-palestinien, les interventions israéliennes au Liban, et à partir de 2011, les raisons qui ont poussé l'Iran à aider la Syrie pendant la guerre civile. La seconde partie de l'ouvrage s'intéresse au rôle ambivalent de l'Iran en Afghanistan après la chute des Talibans, à l'attitude ouvertement hostile de Téhéran vis-à-vis de la présence américaine en Irak à partir de 2003, ou encore aux tentatives d'implantation iraniennes dans les pays du Golfe.

Les auteurs reviennent sur le parcours des personnages, chefs de clans, prélats, guérilleros, sélectionnés pour leur capacité à polariser la violence des groupes sociaux sur des ennemis communs – États-Unis et Israël en particulier. Un deuxième axe de réflexion se concentre sur les organes chargés, au sein de l'État iranien, de la diffusion de la révolution. Cette mission est d'abord pilotée par un ensemble de structures comme l'Organisation des Mouvements de Libération de l'Iran, composées d'idéologues et de pionniers du combat révolutionnaire, avant d'être réunies au sein d'une entité unique – Al-Qods –, une branche des Gardiens de la révolution créée à la fin des années 1980. Cette entité a prouvé son efficacité en mobilisant en Syrie au début de la décennie 2010 plusieurs dizaines de milliers de combattants, en grande partie issus d'Irak, du Liban, d'Afghanistan et du Pakistan, au sein d'une « armée de libération chiite ».

En analysant les rapports entre les différentes institutions iraniennes, et en retraçant le parcours de certaines figures clés des milices des années 1980

aujourd'hui à la tête de puissants appareils politiques et miliciens en Irak, au Yémen et au Liban, l'ouvrage permet de rendre l'« Orient compliqué » plus lisible et accessible.

Morgan Paglia

AFRIQUE

FIGHTING FOR PEACE IN SOMALIA. A HISTORY AND ANALYSIS OF THE AFRICAN UNION MISSION (AMISOM), 2007-2017

Paul D. Williams
Oxford, Oxford University Press,
2018, 400 pages

Cet ouvrage traite de l'intervention multidimensionnelle de l'Union africaine en Somalie, sous le nom d'AMISOM (*African Union Mission in Somalia*). Sur une décennie, de 2007 à 2017, il en expose le parcours historique et les multiples défis auxquels elle a été confrontée.

Le parcours se divise en six étapes. La première est l'entrée en lice de l'AMISOM dans un pays privé d'État depuis la chute du régime de Siad Barre, et livré à l'insécurité du fait de la multiplication des groupes armés (seigneurs de la guerre, milices claniques, acteurs politico-militaires dont les Shabaab).

Suivent deux années d'impasse marquées par des affrontements non conclusifs pour le contrôle de Mogadiscio, où les Shabaab sont solidement implantés. L'AMISOM passe ensuite à l'offensive,

et parvient à en chasser ces derniers. Mais cette victoire militaire n'est pas suivie d'avancées sur le plan politique et pour le fonctionnement de l'État.

L'AMISOM se lance alors dans la reconquête du centre et du sud du pays. Mais, bien que sur le repli, les Shabaab ne s'avouent pas vaincus, et font d'ailleurs allégeance à Al-Qaïda. Et pas plus que lors des périodes précédentes, les succès militaires remportés contre eux n'induisent des progrès significatifs dans les domaines du politique et de la couverture des besoins des populations. À mi-mandat, donc en 2012, c'est le passage à la consolidation dans les régions reconquises.

Enfin, dans les années suivantes, l'AMISOM élargit les régions sous son contrôle, mais avec un éparpillement de ses forces qui les rend vulnérables, et une stabilisation fragile dans les territoires reconquis.

Cette analyse historique éclaire quelques points cruciaux. L'AMISOM mène une guerre et non pas une opération de *peace building* classique. Certains des pays participants sont souvent motivés par leurs intérêts nationaux. La reconstruction d'un appareil d'État, y compris des forces de sécurité, ainsi que la couverture des besoins des populations, sont toujours en retard par rapport aux succès sécuritaires.

Dans une seconde partie, l'auteur revient en détail sur les défis auxquels a été confrontée l'AMISOM.

- La diversification des missions qui lui sont assignées ;
- la multiplicité des contributeurs financiers, aux modes d'intervention différents ;
- la reconstruction des forces de sécurité somaliennes ;
- la protection des populations et la délivrance de services de base ;
- la communication, domaine dans lequel les Shabaab sont très actifs ;
- la stabilisation des régions reconquises, où le politique et la gouvernance importent plus que le militaire ;
- la préparation d'une stratégie de sortie, sans créer un vide sécuritaire.

En conclusion, l'auteur rappelle que cette mission a été la plus longue, la plus chère, et la plus meurtrière de toutes celles diligentées par l'Union africaine. Mais aussi l'une des plus ambitieuses, vu l'état du pays et l'objectif d'articuler conduite de guerre et reconstruction d'un État. Cet ouvrage est incontestablement une analyse très détaillée de la problématique traitée. Analyse pour laquelle l'auteur s'est appuyé sur un grand nombre de sources et plus de 200 interviews. Ce qui renvoie d'ailleurs à la complexité et à la durée¹ de la crise somalienne, à ce jour toujours non résolue.

Jean-Bernard Véron

1. Soit aujourd'hui un demi-siècle depuis le début de la guerre civile au début des années 1980.

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2020

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
Institutions	papier + numérique	175,00 €	195,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	23,00 €
Numéro antérieur à 2014	20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traitent vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

